**Remarques**

Tout acte de procédure est présenté sur un papier blanc de bonne qualité, de format 21,5 cm sur 28 cm. Toutefois, pour les documents accompagnant une demande, le format du papier peut être de 21,5 cm sur 35,5 cm.

(art. 14 *Règlement du Tribunal des professions*, RLRQ, c. C-26, r. 10)

Une demande préliminaire ou incidente doit être signifiée avec avis de présentation aux parties ainsi qu’au secrétaire au moins 3 jours ouvrables avant la présentation, sauf en cas d’urgence où le Tribunal des professions peut abréger le délai.

Cette demande doit également, dans le même délai, être produite au greffe du Tribunal.

Elle doit être accompagnée de tout ce qui est nécessaire à son étude notamment des actes de procédures, pièces, dépositions, procès-verbaux, jugements ou extraits de ces documents de même que des dispositions réglementaires ou législatives invoquées, à l’exception de la *Loi constitutionnelle de 1982*, du *Code civil du Québec*, du *Code de procédure civile* et du *Code des professions*.

(art. 7 *Règlement du Tribunal des professions*)

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC

DISTRICT DE [indiquer le district]

No : [indiquer le numéro de dossier xxx-xx-xxxxxx-xxx]

C.D. : [indiquer le numéro de dossier du Conseil de discipline]

TRIBUNAL DES PROFESSIONS

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**[INDIQUER votre nom]**

APPELANT-intimé

c.

**[INDIQUER LE NOM DE LA PARTIE INTIMÉE]**, [le cas échéant, indiquer la qualité de syndic de la partie intimée]

INTIMÉ-plaignant

et

**[INDIQUER LE NOM DU MIS EN CAUSE]**, en qualité de secrétaire du Conseil de discipline de [indiquer le nom de l'ordre professionnel]

MIS EN CAUSE

**DEMANDE D’ORDONNANCE DE SURSIS D’EXÉCUTION**

(Article [« 166 al. 2 » ou « 182.3 al. 2 »] du *Code des professions*)

Par l’appelant

**À L’UN DES HONORABLES JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC SIÉGEANT AU TRIBUNAL DES PROFESSIONS, L’APPELANT EXPOSE RESPECTUEUSEMENT CE QUI SUIT :**

[Exposer succinctement les faits et les motifs au soutien de la demande d'ordonnance de sursis d'exécution. Référer, dans vos allégations, aux pièces au soutien de votre demande. Selon la décision ou l'ordonnance pour laquelle vous demandez un sursis d'exécution, les faits rapportés aux paragraphes 1 à 3 du présent gabarit peuvent différer. Cela est particulièrement vrai pour la demande d'ordonnance de sursis d'exécution s'appuyant sur les articles 166 al. 2(1), (1.1) et (2) et 182.3 al. 2 du *Code des professions*.]

1. Le [indiquer la date à laquelle la plainte disciplinaire est déposée], une plainte disciplinaire est déposée contre l’appelant. Cette plainte comporte [indiquer le nombre de chefs] chefs :

Chef 1 : [préciser l'accusation];

Chef 2 : [préciser l'accusation];

[…].

2. Le [indiquer la date à laquelle la décision sur culpabilité du Conseil de discipline est rendue], une décision sur culpabilité du Conseil de discipline de [indiquer le nom de l'ordre professionnel] a trouvé l’appelant coupable des chefs [indiquer le numéro des chefs] et l’a acquitté des chefs [indiquer le numéro des chefs], tel qu’il appert de la décision sur culpabilité, **pièce R-1**.

3. Le [indiquer la date à laquelle la décision sur sanction du Conseil de discipline est rendue], une décision sur sanction du même Conseil de discipline est rendue. Elle impose [indiquer la sanction imposée par le Conseil de discipline], tel qu’il appert de la décision sur sanction, **pièce R-2**.

4. Le [indiquer la date à laquelle la ou les décisions sont portées en appel], l’appelant porte en appel la décision sur [« culpabilité » et/ou « sanction »]. Il demande au Tribunal des professions [préciser les conclusions recherchées par l'appelant], tel qu’il appert de la déclaration d’appel, **pièce R-3**.

5. [Expliquer pourquoi la décision est exécutoire malgré appel et indiquer les dispositions législatives en jeu]

6. L’exécution de la décision devrait être suspendue aux motifs qui suivent :

 a.    La décision contestée présente une faiblesse apparente puisque […];

 b.    Il y a des circonstances exceptionnelles qui justifient le sursis d’exécution puisque […];

 c.    Il y a un risque de préjudice irréparable si l’exécution de la décision est maintenue puisque […];

 d.    La balance des inconvénients milite en faveur de l’appelant puisque […].

**POUR CES MOTIFS, PLAISE AU TRIBUNAL DE :**

**ACCUEILLIR** la présente demande d’ordonnance de sursis d’exécution de la décision datée du [date de la décision];

**D’ORDONNER** le sursis de l’exécution de cette décision jusqu’à ce qu’un jugement soit rendu sur le présent appel, à compter de ce jour;

**LE TOUT** [« avec » ou « sans »] déboursés.

[Nom de la ville], le [indiquer la date à laquelle l'acte est signé]

[Signature]

[Nom partie non représentée]

Partie appelante

[Adresse]

[Numéro de téléphone]

[Numéro de télécopieur]

[Adresse électronique]

**DÉCLARATION SOUS SERMENT**

Je, soussigné, [indiquer votre nom], affirme solennellement ce qui suit :

1. Je suis la partie appelante dans la présente demande;
2. J’ai connaissance des faits allégués dans la présente demande;
3. Tous les faits allégués dans la demande à laquelle est jointe la présente déclaration sous serment sont vrais.

ET J’AI SIGNÉ,

[Signature]

[Nom partie non représentée]

Partie appelante

AFFIRMÉ SOLENNELLEMENT devant moi à [indiquer la ville] ce [indiquer la date à laquelle la déclaration est signée]

[Signature de la personne recevant le serment]

Commissaire à l’assermentation pour le district de [indiquer le district]

**Avis de présentation**

À : [indiquer le nom de la partie à qui est signifiée la demande]

[Adresse]

[Adresse électronique]

Partie [indiquer la position de la partie]

**PRENEZ AVIS** que la présente *Demande d’ordonnance de sursis d’exécution* sera présentée pour décision devant le Tribunal des professions du district de [« Montréal » ou « Québec »], au Palais de justice de [« Montréal » ou « Québec »], situé au [« 1, rue Notre-Dame Est » ou « 300 boulevard Jean Lesage »], en salle **[« 14.03 » ou indiquer un autre numéro de salle si la demande est présentée au Palais de justice de Québec]**, le **[indiquer la date retenue]**, à **9 h 30**.

**VEUILLEZ AGIR EN CONSÉQUENCE.**

[Nom de la ville], le [indiquer la date à laquelle l'acte est signé]

[Signature]

[Nom partie non représentée]

Partie appelante

[Adresse]

[Numéro de téléphone]

[Numéro de télécopieur]

[Adresse électronique]

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC

DISTRICT DE [indiquer le district]

No : [indiquer le numéro de dossier xxx-xx-xxxxxx-xxx]

C.D. : [indiquer le numéro de dossier du Conseil de discipline]TRIBUNAL DES PROFESSIONS

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**[INDIQUER votre nom]**

APPELANT-intimé

c.

**[INDIQUER LE NOM DE LA PARTIE INTIMÉE]**, [le cas échéant, indiquer la qualité de syndic de la partie intimée]

INTIMÉ-plaignant

et

**[INDIQUER LE NOM DU MIS EN CAUSE]**, en qualité de secrétaire du Conseil de discipline de [indiquer le nom de l'ordre professionnel]

MIS EN CAUSE

**ANNEXES AU SOUTIEN DE LA DEMANDE D’ORDONNANCE DE SURSIS D’EXÉCUTION**

[Dresser la liste des annexes au soutien de la demande d'ordonnance de sursis d'exécution]

Pièce R-1 : Décision sur culpabilité ([nom du président] (Président), [nom du membre] et [nom du membre] (Membres)), [date de la décision]

Pièce R-2 : Décision sur sanction ([nom du président] (Président), [nom du membre] et [nom du membre] (Membres)), [date de la décision]

Pièce R-3 : Déclaration d’appel

[…]

Pièce R-1   Décision sur culpabilité ([nom du président] (Président), [nom du membre] et [nom du membre] (Membres)), [date de la décision]

[Insérer la pièce]

Pièce R-2   Décision sur sanction ([nom du président] (Président), [nom du membre] et [nom du membre] (Membres)), [date de la décision]

[Insérer la pièce]

Pièce R-3   Déclaration d’appel

[Insérer la pièce]

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | No : [indiquer le numéro de dossier xxx-xx-xxxxxx-xxx]C.D. : [indiquer le numéro de dossier du Conseil de discipline]TRIBUNAL DES PROFESSIONSDISTRICT DE [INDIQUER LE DISTRICT][INDIQUER VOTRE NOM]**APPELANT - intimé**c.[INDIQUER LE NOM DE LA PARTIE INTIMÉE], [le cas échéant, indiquer la qualité de syndic de la partie intimée]**INTIMÉ - plaignant**et[INDIQUER LE NOM DU MIS EN CAUSE], en qualité de secrétaire du Conseil de discipline de [indiquer le nom de l'ordre professionnel]**MIS EN CAUSE****DEMANDE D’ORDONNANCE DE SURSIS D’EXÉCUTION**(Article [« 166 al. 2 » ou « 182.3 al. 2 »] du *Code des professions*)Par l’APPELANT-intimé**[«** **ORIGINAL » ou « COPIE »]**[Indiquer votre nom][Adresse][Numéro de téléphone][Numéro de télécopieur][Adresse électronique] |  |